Pour diffusion immédiate : 14/07/2022 **GOUVERNEURE KATHY HOCHUL**

LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE 13,6 MILLIONS DE DOLLARS POUR LUTTER CONTRE LA VIOLENCE COMMISE À L'AIDE D'ARMES À FEU, AIDER LES VICTIMES AINSI QUE LES PERSONNES AYANT SURVÉCU, ET RENFORCER LA RÉPONSE DE L'ÉTAT À LA CRISE DE SANTÉ PUBLIQUE

Les 9,1 millions de dollars obtenus dans le budget de l'État prolongent l'augmentation d'urgence de l'année dernière pour soutenir près de 150 personnes chargées de la prévention et de l'intervention en matière de violence armée

Un financement de 2 millions de dollars au titre de la loi d'intervention contre la violence communautaire (Community Violence Intervention Act) a été accordé à un organisme sans but lucratif du Queens pour répondre aux besoins des victimes et des familles touchées par la violence liée aux armes à feu

Un montant de 2,5 millions de dollars est alloué au Bureau de prévention de la violence liée aux armes à feu du département de la Santé de l'État pour financer l'analyse des données, la coordination interagences et la sensibilisation du public

Les efforts considérables déployés par l'État pour lutter contre la violence par arme à feu ont contribué à une baisse importante du nombre de fusillades en glissement annuel, selon les données disponibles Ici

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui l'attribution de 13,6 millions de dollars pour lutter contre la violence commise à l'aide d'armes à feu, aider les victimes ainsi que les personnes ayant survécu, leurs familles et leurs communautés, et renforcer la réponse de l'État à la crise de santé publique en cours dans les communautés qui ont connu une augmentation significative des fusillades et des crimes impliquant des armes à feu depuis le début de 2020. Un financement total de 9,1 millions de dollars permettra à l'État de continuer à apporter son soutien à plus de 30 organisations à but non lucratif et hôpitaux, afin qu'ils puissent déployer du personnel d'intervention contre la violence liée aux armes à feu jusqu'en 2023. Un financement de 2 millions de dollars permettra de répondre aux besoins des victimes, des familles et des communautés touchées par la violence dans le Queens. Enfin, 2,5 millions de dollars seront alloués pour financer le travail de sensibilisation du public et

d’analyse des données du Bureau de prévention de la violence liée aux armes à feu de l’État.

« Ce financement essentiel stimulera les efforts des éducateurs de rue et des travailleurs sociaux qui développent des programmes éprouvés qui interrompent et réduisent la violence liée aux armes à feu et qui fournissent des services et un soutien aux victimes, aux familles, aux proches et aux quartiers qui se remettent encore du traumatisme infligé par les fusillades »**, a déclaré la gouverneure Hochul.** « Je l’ai déjà dit et je le répète : ça suffit. Nous allons nous serrer les coudes et consacrer tout ce que nous avons pour mettre un terme à cette crise de santé publique afin que nos communautés soient sûres pour toutes les New-Yorkaises et tous les New-Yorkais. »

« La gouverneure Hochul et moi-même comprenons que nous ne devons pas nous contenter de retirer les armes des rues, mais que nous devons aussi intervenir et sensibiliser le public, et apporter aux familles l’aide dont elles ont besoin pour faire face à cette crise de santé publique qui touche les communautés de tout l’État », **a déclaré le lieutenant-gouverneur Delgado.** « Alors que New York est à la tête du pays dans notre lutte contre la violence liée aux armes à feu, nous devons également être à la tête du pays en soutenant les victimes et les personnes ayant survécu à la violence armée. »

La gouverneure Hochul a annoncé ce financement lors d’une visite au CAMBA (Brownsville In, Violence Out) à Brooklyn. Les 9,1 millions de dollars gérés par la Division des services de justice pénale (Division of Criminal Justice Services, DCJS) de l’État permettront aux organisations à but non lucratif et aux hôpitaux de continuer à recruter et à retenir des travailleurs de proximité, des personnes chargées de désamorcer les situations de violence ainsi que des travailleurs sociaux qui s’efforceront de réduire la violence liée aux armes à feu par le biais de la médiation, du mentorat et de l’implication des communautés. Ce financement permettra également de traiter les traumatismes subis par les victimes de violence et leurs familles. Ce financement est un élément clé du programme en trois parties de la gouverneure visant à prévenir et à réduire la violence liée aux armes à feu dans l’ensemble de New York en triplant l’investissement dans les réponses communautaires, en investissant dans les capacités des forces de l’ordre à résoudre les crimes commis avec des armes à feu et en créant le groupe de travail interétatique sur les armes à feu illégales (Interstate Task Force on Illegal Guns).

Créé par la gouverneure Hochul en janvier, le groupe de travail interétatique et intraétatique sur les armes à feu illégales a permis de renforcer les partenariats entre les organismes chargés de l’application de la loi. Cette meilleure collaboration a contribué à une augmentation substantielle des saisies d’armes à feu et à une réduction perceptible des fusillades. Au cours des six premiers mois de 2022, les fusillades à New York ont diminué de 12 % par rapport à la même période de l’année dernière. Pour la même période, les fusillades ont diminué de près de 20 % à Brooklyn, où la gouverneure Hochul a fait l’annonce de jeudi.

Ces efforts accrus contribuent également à des progrès en dehors de la ville de New York. L'État, par le biais du DCJS, gère l'initiative pour l'éradication de la violence liée aux armes à feu (Gun Involved Violence Elimination, GIVE), qui fournit des fonds de l'État aux organismes locaux chargés de l'application de la loi pour le personnel, les équipements, la formation et l'assistance technique. GIVE soutient 20 départements dans 17 comtés qui représentent 80 % de la violence commise par armes à feu dans l'État de New York en dehors de la ville de New York. Entre janvier et juin, les incidents de fusillade ont diminué de 8 % dans les 20 juridictions de GIVE, et les victimes de fusillade ont diminué de 9 %. Pour consulter les données détaillées, cliquez ici.

Les saisies d'armes ont également augmenté de manière significative. Au cours des six premiers mois de 2022, la police d'État a saisi 694 armes à feu, soit plus du double par rapport à la même période de l'année dernière. Dans le cadre de ses actions continues pour éradiquer la violence liée aux armes à feu, la police de New York (NYPD) a saisi plus de 3 700 armes à feu depuis le début de l'année 2022, alors que les arrestations pour armes à feu n'ont jamais été aussi nombreuses depuis 27 ans.

La commissaire de la Division des services de justice pénale, Rossana Rosado, a déclaré : « Depuis l'automne dernier, lorsque la gouverneure Hochul a annoncé un financement d'urgence pour réduire la violence commise par armes à feu, nos équipes d'intervention dans la rue et d'interruption de la violence armée de l'ensemble de l'État ont contribué à obtenir des résultats concrets dans la réduction de la violence liée aux armes à feu. Pourtant, il faut faire davantage. L'engagement continu de la gouverneure Hochul en faveur du financement des initiatives de prévention de la violence commise par armes à feu nous permettra d'étendre, d'améliorer et de mieux soutenir ces efforts, tandis que nos partenaires à travers l'État poursuivent leur travail extraordinaire, courageux et essentiel sur le terrain, pour contribuer à garantir que tous les habitants de New York puissent vivre en paix et en sécurité. »

Les 2 millions de dollars administrés par le Bureau des services aux victimes (Office of Victim Services, OVS) de l'État en faveur de Community Capacity Development dans le Queens portent le financement total de l'État par le biais de la loi sur l'intervention contre la violence communautaire (Community Violence Intervention Act, CVIA) à 8,3 millions de dollars pour deux ans. Chaque année, la CVIA affecte une partie des fonds de l'État provenant de la loi de l'État sur les victimes d'actes criminels (Victims of Crime Act) à des programmes destinés aux communautés les plus durement touchées par la violence commise par armes à feu. Community Capacity Development consacrera ces fonds, entre autres, à l'intervention en cas de crise, aux personnes chargées de la gestion des cas, aux travailleurs de proximité et aux travailleurs sociaux, aux services juridiques, aux interprètes et aux conseils en matière de santé mentale, ainsi qu'à un fonds d'urgence destiné à répondre aux besoins immédiats des victimes. Ce printemps, la gouverneure Hochul a annoncé le premier tour de financement de la CVIA : 6,36 millions de dollars pour deux ans attribués à sept organisations à but non lucratif.

La directrice du Bureau des services aux victimes, Elizabeth Cronin, a déclaré : « Nous savons que la violence commise par armes à feu a des répercussions qui vont bien au-delà des personnes visées, et que des familles, des amis et des quartiers entiers souffrent de pertes, de dévastation et de traumatismes, comme nous l'avons vu à East Buffalo. Au Bureau des services aux victimes, nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour fournir des services, des ressources et une assistance aux victimes de la violence liée aux armes à feu, ainsi qu'aux personnes ayant survécu. Nous sommes fiers d'apporter notre soutien aux organisations à but non lucratif par le biais du financement de la loi sur l'intervention contre la violence communautaire et nous remercions la gouverneure Hochul pour son leadership continu sur cette question essentielle. »

Ces investissements font progresser l'approche de santé publique de l'État en matière de lutte contre la violence armée : identifier sa source, interrompre la transmission et la traiter en impliquant les communautés et en mettant les individus en relation avec les services et le soutien appropriés. En outre, le Bureau de prévention de la violence liée aux armes à feu au sein du département de la Santé de l'État recevra 2,5 millions de dollars pour coordonner les efforts interagences de réduction de la violence liée aux armes à feu, analyser les données et soutenir le travail de sensibilisation du public.

La commissaire au département de la Santé de l'État, la Dre Mary T. Bassett, a déclaré : « La violence commise par armes à feu est un problème de santé publique et pour aider à atténuer la violence par arme à feu, ses effets connexes sur la santé et la souffrance, il faut commencer par investir dans les communautés. Dans le cadre de la promesse de la gouverneure Hochul de réduire les incidents de violence armée dans tout l'État de New York, ce financement renforcera les organisations communautaires de confiance qui s'emploient de longue date à mettre un terme à ces tragédies insensées. »

Le sénateur Chuck Schumer a déclaré : « Pour faire face à l'épidémie de violence commise par armes à feu, il faut utiliser et financer tous les outils disponibles, y compris les groupes d'intervention communautaire contre la violence, qui utilisent des méthodes éprouvées pour réduire la violence et sauver des vies. Je suis fier que nous ayons obtenu une augmentation historique de 250 millions de dollars pour les programmes de la CVI dans la loi bipartisane sur la sécurité des armes à feu récemment adoptée, et je ne cesserai de me battre pour obtenir chaque centime de soutien fédéral à ces programmes afin qu'ils poursuivent leur formidable travail pour assurer la sécurité de nos communautés. »

La sénatrice Kirsten Gillibrand a déclaré : « Alors que les communautés de notre État et de notre nation continuent de faire face au fléau de la violence armée, ce financement apportera un soutien indispensable aux victimes de la violence commise par armes à feu ainsi qu'aux personnes ayant survécu, et contribuera à arrêter le crime à sa source. Je continuerai à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour lutter contre la violence armée et sauver des vies. »

Le représentant Jerrold Nadler a déclaré : « La violence par arme à feu a touché beaucoup trop de communautés à travers le pays, y compris des communautés à New York. Nous avons le devoir moral de résoudre cette épidémie galopante, et ce financement constituera une étape importante dans la lutte contre les conséquences négatives de la violence armée. Je me suis battu tous les jours au Congrès en présentant des projets de loi comme la loi sur la protection de nos enfants (Protecting Our Kids Act) et en votant en faveur de la loi bipartisane sur la sécurité des communautés (Bipartisan Safer Communities Act). Je salue la gouverneure Hochul d'avoir ouvert la voie dans l'État de New York, et je me réjouis de continuer à travailler en tandem avec elle pour lutter contre l'épidémie de violence par arme à feu. »

La cheffe de la majorité au Sénat, Andrea Stewart-Cousins, a déclaré : « Rien n'est plus important que de protéger nos communautés contre le fléau de la violence armée. La Conférence démocratique du Sénat s'est fixé comme priorité de soutenir les programmes communautaires fondés sur des données probantes dans le cadre d'une approche globale visant à traiter la violence commise par arme à feu comme une urgence de santé publique affectant notre État et la nation. Je suis ravie que la gouverneure, en partenariat avec le corps législatif, continue de se concentrer sur l'obtention de ce financement essentiel pour accroître la portée des actions de prévention de la violence armée et renforcer les services de soutien pour aider les victimes et les personnes ayant survécu à panser leurs plaies. »

Les 9,1 millions de dollars ont été attribués aux programmes suivants :

Programmes de la ville de New York et de Long Island

- Brownsville Think Tank Matters (Brooklyn) : une position, 75 000 $
- CAMBA (Brownsville In, Violence Out - Brooklyn) : trois positions, 120 000 $
- CCI (RISE/Brooklyn, Save Our Streets/ Bronx, and Neighborhood Safety Initiatives/Harlem) : six positions, 420 000 $
- The Central Family Life Center (Staten Island) : trois positions, 136 800 $
- East Flatbush Village (Brooklyn) : deux positions, 120 000 $
- Elite Learners (Brownsville, Prospect Lefferts Gardens, Brookdale Hospital, Kings County Hospital) : 11 positions, 660 000 $
- Garden of Gethsemane Ministries (Harlem) : deux positions, 50 000 $
- Gateway Community Empowerment (Brooklyn) : une position, 36 000 $
- Jewish Community Center of Greater Coney Island : trois positions, 175 695 $
- LIFECamp (programme communautaire/Queens et Jamaica Hospital) : six positions, 240 000 $
- Northwell Hospital (South Shore University Hospital, Cohen Children's Medical Center, Staten Island University Hospital) : cinq positions, 557 500 $
- Guns Down, Life Up (NYC Health + Hospitals/Lincoln) : trois positions, 191 382 $

- Kings Against Violence Initiative (Kings County Hospital) : trois positions, 180 000 $
- Southside United (Brooklyn) : deux positions, 92 000 $
- Street Corner Resources (programme communautaire/Harlem et Harlem Hospital) : six positions, 300 000 $
- Urban Youth Alliance International (Bronx) : trois positions, 156 975 $

Programmes communautaires et hospitaliers SNUG DCJS à l'échelle de l'État

- Albany : Trinity Alliance, huit positions, 459 937 $; et Albany Medical Center, trois positions, 247 573 $
- Bronx : Jacobi Medical Center, 10 positions, 914 000 $
- Buffalo : Erie County Medical Center, 12 positions, 855 000 $
- Hempstead : Family and Children's Association, une position : 48 260 $
- Mt. Vernon : Family Services of Westchester, trois positions, 146 416 $
- Newburgh : RECAP, trois positions, 160 200 $
- Poughkeepsie : Family Services, trois positions, 160 200 $
- Rochester : PathStone, sept positions, 427 800 $; et Center for Dispute Resolution, trois positions, 100 000 $
- Syracuse : Syracuse Community Connections, sept positions, 422 420 $; et SUNY Upstate Medical Center, trois positions, 282 980 $
- Troy : Trinity Alliance, une position, 42 748 $
- Yonkers : YMCA of Yonkers, deux positions, 101 600 $
- Wyandanch : Economic Opportunity Council of Suffolk, une position, 44 570 $

Les 12 programmes d'éducation de rue du SNUG soutenus par le DCJS recevront également environ 900 000 dollars pour soutenir les augmentations de salaire et les besoins supplémentaires des programmes. Le DCJS consacre 254 000 dollars à l'assistance technique et au soutien administratif de son réseau de programmes du SNUG.

Le budget de l'exercice 2023 adopté par la gouverneure et l'Assemblée législative de l'État contenait 227 millions de dollars pour financer des initiatives visant à renforcer les mesures de prévention de la violence liée aux armes à feu mises en œuvre par les forces de l'ordre et les organisations communautaires. Grâce à ce financement, le DCJS administre :

- 20,9 millions de dollars pour le SNUG et les initiatives communautaires de lutte contre la violence par arme à feu afin de soutenir des programmes supplémentaires du SNUG, d'accroître les programmes visant à répondre aux besoins fondamentaux des jeunes vulnérables, d'offrir une formation axée sur les compétences pour le placement professionnel et les stages, et de lancer un programme de recrutement et de maintien en poste des travailleurs de proximité ; et environ 4 millions de dollars de financement

fédéral par l'intermédiaire du Bureau des services aux victimes (OVS) pour intégrer des services de travail social aux programmes du SNUG ;

- 18,2 millions de dollars pour les organismes chargés de l'application de la loi qui participent à l'initiative Gun Involved Violence Elimination de l'État de New York, soit le plus gros investissement de l'État dans ce programme, afin de déployer des stratégies fondées sur des données probantes pour réduire les fusillades et sauver des vies dans les 20 communautés de 17 comtés les plus durement touchées par la violence liée aux armes à feu ; et
- 15 millions de dollars pour les dix centres d'analyse criminelle de New York, qui recueillent et partagent les renseignements criminels, et notamment les données criminelles sur les armes à feu, avec plus de 350 organismes d'application de la loi locaux et de l'État, et constituent une ressource essentielle pour dissuader, mener des enquêtes et résoudre les crimes, notamment les crimes violents impliquant des armes à feu.

La Division des services de justice pénale est un organisme multifonctionnel de soutien à la justice pénale et assume diverses responsabilités, notamment la formation des forces de l'ordre, le recueil et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'État, la gestion des informations sur les antécédents criminels et des fichiers d'empreintes digitales, la supervision administrative de la banque de données ADN de l'État, en partenariat avec la police de l'État de New York, le financement et la supervision des programmes de probation et de correction communautaire, l'administration des fonds fédéraux et de l'État destinés à la justice pénale, le soutien des organismes liés à la justice pénale dans tout l'État et l'administration du registre des délinquants sexuels. Suivez l'organisme sur Twitter et Facebook

Le Bureau des services aux victimes soutient plus de 200 programmes d'aide aux victimes qui fournissent des services directs, tels que des conseils en cas de crise, des services de défense des droits, des abris d'urgence, une assistance juridique civile et une aide à la réinstallation, aux victimes et à leurs familles. L'organisme fournit également une aide financière et un remboursement aux victimes de crimes admissibles pour les frais médicaux et de conseil, les frais de funérailles et d'enterrement, les pertes de salaire et de soutien, en plus d'autres aides. Suivez l'organisme sur Twitter et Facebook.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

SE DÉSABONNER